

[Voir cette newsletter dans votre navigateur](#)

Territoires en commun



anc

agence nationale
de la cohésion
des territoiresdécider
ENSEMBLEINSTITUT
CONCERTATION
PARTICIPATION
CITOYENNEBANQUE des
TERRITOIRESDÉMOCRATIE
OUVERTE

À chaque édition de son infolettre, Territoires en Commun vous propose de découvrir une thématique d'inspiration autour des enjeux, expériences et bonnes pratiques en matière de participation citoyenne et de coopérations.

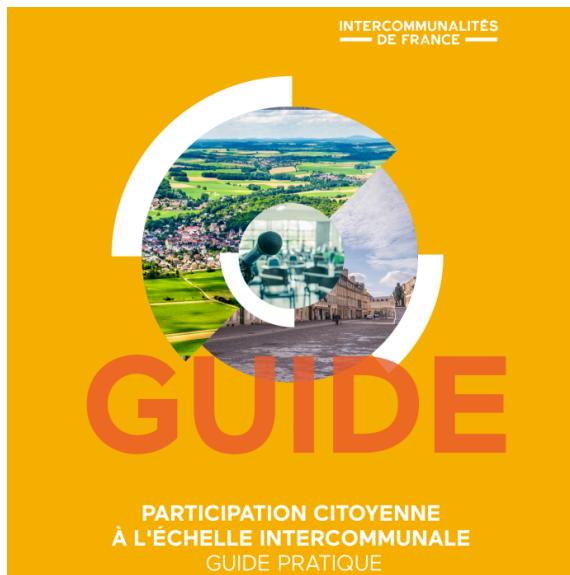
Thématique de l'édition Intercommunalité et participation citoyenne

Échelon institutionnel réputé pour être le moins démocratique, du fait, entre autres, des modalités d'élection de son exécutif, les intercommunalités ou EPCI sont pourtant porteuses d'expériences et d'outils participatifs bénéfiques tout autant aux communes qu'à d'autres institutions, en ce qu'elles concernent des politiques publiques de proximité et structurantes et qu'elles imposent le principe de coopération aux élus et plus largement aux habitants.

En quelques ressources, aux formats variés, faîtes le tour de cette question !

Découvrez l'intégralité des ressources sur [Territoires en Commun](#)

[Découvrir !](#)



Un guide pratique pour la concertation à échelle intercommunale

Dans ce guide tout juste sorti, le lecteur retrouvera en 5 chapitres les grandes questions, méthodes et principes d'action pour déployer la participation citoyenne à échelle intercommunale. Orienté "concertation", ce guide, illustré de schémas didactiques et de verbatims d'élus, propose aussi quelques fiches projet permettant des mises en situation concrète sur des sujets de compétence intercommunale, ainsi qu'un QR code renvoyant vers des retours d'expérience.

Dans ce guide tout juste sorti, le lecteur retrouvera en 5 chapitres les grandes questions, méthodes et principes d'action pour déployer la participation citoyenne à échelle intercommunale. Orienté "concertation", ce guide, illustré de schémas didactiques et de verbatims d'élus, propose aussi quelques fiches projet permettant des mises en situation concrète sur des sujets de compétence intercommunale, ainsi qu'un QR code renvoyant vers des retours d'expérience.

Téléchargez le guide

Articles, projets démocratiques et expériences territoriales pour vous inspirer



Le Grand Briançonnais, un laboratoire démocratique

Que se passe-t-il quand non pas un mais trois EPCI cherchent à déployer un processus de participation citoyenne ? C'est ce que l'on découvre avec cette expérience du PETR du Briançonnais, Argentierois et Guillestrois-Queyras, autour de l'enjeu de la transition énergétique, qui a fait vivre en 2024 une convention citoyenne, embarquant 24 tirés au sort indemnisés et encadrés par une équipe de chercheurs. Financé par la Banque des territoires, ce dispositif augmenté de réunions publiques, a permis de donner une cohérence de territoire à la démarche et une dimension plus humaine à ce PETR.

[En savoir plus](#)

Enquête sur l'évolution de la participation citoyenne à l'échelle intercommunale et des conseils de développement

Deux ans après la loi Egalité et Proximité, qui a rendu les conseils de développement facultatifs dans les intercommunalités, la coordination Nationale des Conseils de Développement réalise un état des lieux sur l'état de la participation citoyenne dans les intercommunalités et le rôle qu'y jouent les conseils de développement. Basée sur des entretiens, cette enquête dresse un constat en demi-teinte, et montre que les enjeux de démocratie ne sont pas encore au cœur des politiques publiques intercommunales ou de leur construction, bien que les dispositifs de participation citoyenne s'y développent. Ce rapport dresse des pistes de travail et d'amélioration, qui s'appuient largement sur les conseils de développement.

[En savoir plus](#)


Les lacunes de la démocratie

locale

Anne-Cécile Douillet et Gilles Pinson, professeurs en science politique à Lille et à Bordeaux, discutent des problèmes et des potentialités démocratiques du système local français. Dans cette émission animée par Fabien Escalona et Manuel Jardinaud, les deux chercheurs reviennent sur cette sédimentation de collectivités locales, leur régimes particulier, leur modes d'élection. Ils font un détour sur la spécificité de la Métropole de Lyon, retracent l'émergence des métropoles et intercommunalités dans une concurrence avec l'Etat, et l'inscrivent dans une histoire des idées politiques.

[En savoir plus](#)

Intercommunalité

Dans cette notice, Christophe Paret explique le déficit démocratique des intercommunalités par la manière dont ont été fabriquées les lois faisant émerger les intercommunalités, et en particulier la loi MAPTAM. Il retrace l'esprit de négociation des élus dans la construction de ces échelons politico administratifs, les tentatives de certains d'entre eux d'inscrire dans la loi des dispositifs démocratiques liés aux intercommunalités, sans succès. Ainsi, si les dispositifs participatifs se diffusent aujourd'hui largement à cet échelon, cela se fait dans un contexte peu propice et qui reproduit dès lors les tendances de la participation citoyenne à échelle communale (dépolitisation, professionnalisation, faible capacité de transformation).

[En savoir plus](#)

Le concept de l'édition : le vivant non humain

Dans la période de crise politique et démocratique que traverse notre pays et plus globalement les démocraties occidentales, il peut paraître incongru d'ouvrir la réflexion sur ce terme : le vivant non humain. Et pourtant, dans un contexte post crise sanitaire et de crise environnementale, la question du rapport des humains au non-humain, et l'intégration de ce rapport dans nos processus de décisions qui ont bien des impacts sur toutes les espèces qui peuplent ce monde, est riche d'ouverture et d'enseignements. Nous proposons ici d'intégrer ce concept de "vivant non humain" pleinement dans nos réflexions d'acteurs de la participation citoyenne, dont l'histoire et les évolutions sont d'ailleurs historiquement marquées par les luttes environnementales.

Derrière la notion, un champ des possibles

Elle est bien vivante cette notion de "vivant non humain", que Philippe Descola décrit clairement ainsi : "le domaine non humain vu comme extérieur aux humains - ce que

nous, Occidentaux, appelons la Nature -, est en réalité une conception récente, née en Europe il y a quatre siècles tout au plus." Dans cette notion se joue tout à la fois un enjeu historique, de vocabulaire et in fine de rapport au monde. C'est donc sans surprise que ce qui nourrit notre réflexion sur le sujet vient de philosophes comme Bruno Latour, Baptiste Morizot ou Vincianne Despret, et d'anthropologues comme Philippe Descola. Car il s'agit d'interroger, voire de déconstruire un élément fondateur de notre culture humaine : l'humain ne serait pas Nature, la Nature serait en dehors de nous, parfois même érigée en menace, en objet à maintenir et discipliner. Or, qu'ils et elles observent les loups, les oiseaux ou les chauve-souris - comme nous y invite Laurent Tillon dans son ouvrage « Les Fantômes de la nuit, des chauves-souris et des hommes» - les penseurs du vivant non humain nous proposent de considérer par le sensible les autres vivants qu'humains. Comme en appréhendant notre environnement comme une chauve-souris pour en être, avec elle, de meilleurs gardiens.

En faire un enjeu démocratique : investir la proximité et améliorer la décision publique

Il y aurait donc d'autres manières de se connecter avec ce qui vit avec nous, en proximité. Un nouveau mode de relation au vivant, comme voisin, famille, entourage, en somme. C'est ce possible qui est exploré depuis quelques années par des initiatives citoyennes, artistiques et culturelles, comme le Parlement de la Loire. Mais aussi par des juristes, comme Wild Legal, qui construisent des identités juridiques aux fleuves, aux écosystèmes pour porter des actions en défense de ces entités vivantes devant les tribunaux et ainsi protéger l'environnement. Ces initiatives permettent de poser différemment la question de la biodiversité, sans écarter les enjeux scientifiques mais en les augmentant d'une dimension sensible qui installe plus intensément et durablement l'impérieux besoin de faire différemment, en particulier sur les enjeux de transition écologique. Ces initiatives restent peu connectées à la décision publique et pourtant elles viennent inspirer les artisans de la démocratie et en particulier de la démocratie participative, en ce qu'elles sont une proposition d'extension de la citoyenneté, donc d'élargissement du champ de la démocratie.

Délibérer avec les loups ?

Le constat de base est le suivant : dans la manière dont les collectivités locales traitent la biodiversité, il y a des angles morts, comme par exemple une organisation du travail qui ne permet pas de questionner l'impact des politiques publiques sur la biodiversité, souvent par manque de transversalité. Les organisations qui travaillent à répondre à cet enjeu vont donc puiser dans les outils de la participation citoyenne les plus ambitieux, délibératifs, pour les adapter à la présence, incarnée par des participants, du vivant non-humain. Les premiers retours d'expérience montrent que cela permet aux agents et élus de partager leurs enjeux avec les habitants, au sens large, qui expérimentent le territoire tous les jours. Ainsi, la dimension de sensibilisation, d'interconnaissance est importante en démarrage, pour mieux comprendre enjeux et intérêt de préserver la biodiversité.

Et certains de conclure que ce détournement, parfois considéré comme farfelu, nous éclaire sur les méthodes d'inclusion, sur le besoin qu'on a de connaître l'autre et sur ce que veut dire connaître, sur la nécessité de construire et accueillir l'altérité.

Actualités des partenaires de Territoires en Commun



Rencontres territoriales, entretien avec Fanny Lacroix

Dans le cadre du chantier « ambitions pour la participation citoyenne pour 2026 », l'ICPC organise son 1er grand entretien avec Fanny Lacroix, maire de Châtel-en-Trièves et vice-présidente de l'association des maires ruraux.

**Lundi 16 décembre 2024
de 13 h à 14 h en distanciel**



Rencontres RTID / LabCamp

Climat, Jeunesses et Démocratie : de ce triptyque et des défis qui en découlent est né un partenariat entre Démocratie Ouverte, le CERDD, le CRAJEP des Hauts de France et la MRES à Lille. Ensemble, ces organisations ont porté un projet de co-design d'innovations démocratiques destinées à renforcer l'impact des jeunes sur les politiques climatiques locales. Ce "LabCamp" s'est déroulé cet été et les partenaires en font la restitution, mise en récit et décalée.

**Vendredi 13 décembre 2024
de 16h à l'Institut Catholique de Lille**

[S'inscrire](#)

[S'inscrire](#)



Appel à contribution pour les REPC

Dans le cadre des 9e Rencontres Européennes de la Participation Citoyenne de mars prochain, Décider Ensemble ouvre la programmation, sous le chapeau "Démocratie : l'urgence de construire ensemble", à toutes les bonnes volontés. C'est autour de 3 axes que devront s'articuler les contributions : l'enjeu d'échelle, la question du conflit et enfin l'objectif de (re)donner confiance.



Jusqu'au 5 janvier 2025 en ligne

Contribuer

Je suis une collectivité et je souhaite partager mes événements

Envoyez vos actualités à Territoires en Commun à cette adresse :

editorialisation@territoires-en-commun.fr

Des questions ou des commentaires ?

Territoires en commun



Contenus en Creative Commons 2024 Territoires en commun. N'hésitez pas à partager !

Notre adresse :

Vous voulez changer vos préférences de réception ?

Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désinscrire](#)